

L'extrême droite existe-t-elle ? (1re partie)



Manifestation des ligues à Paris le 6 février 1934

Depuis quelques années, quiconque prétend défendre les valeurs de la France, sa culture, son mode de vie, son histoire, est très vite qualifié d'extrême droite par les adeptes du mondialisme et la caste dominante.

La pensée unique nous enjoint de préférer l'autre à nous-mêmes, de déconstruire notre histoire, voire de nous auto-détester, de nous repentir d'être de culture française. Extrême droite les souverainistes, les conservateurs, les patriotes ! Et la bien-pensance va même jusqu'à marteler depuis des décennies que l'extrême droite est fasciste et a collaboré avec les nazis !

Sans avoir la prétention de faire œuvre d'historien, j'ai voulu m'assurer de ce qu'est réellement l'extrême droite française au XXI^e siècle.

Origines de la Droite et de la Gauche

Le clivage Droite/Gauche qui définit aujourd'hui nos partis politiques prend ses racines le 11 septembre 1789 à l'Assemblée constituante lorsque les partisans du droit de veto absolu réservé à Louis XVI, sous l'égide de Jean-Joseph Mounier, s'installent à droite de l'Hémicycle et que, hostiles à ce privilège, les partisans d'un simple droit de veto suspensif occupent les places libres à gauche.

Le mois suivant, les députés se réunissent au Manège des Tuileries. Les partisans de la monarchie, hostiles à la Révolution, s'installent à nouveau à la droite du président de l'Assemblée, cet emplacement étant réputé honorable (« le côté de la Reine » dit-on). Les autres députés, plutôt favorables à la Révolution prennent place à gauche (le « côté du Palais Royal ») et se qualifient de « patriotes » en opposition à ceux qu'ils qualifient de « monarchiens ».

C'est ainsi que va se sceller l'appellation qui désigne communément les partis conservateurs, la Droite, et les partis révolutionnaires ou progressistes, la Gauche.

Dès 1790, Jacques-René Hébert publie « *Le Père Duchesne* », un brûlot révolutionnaire au langage extrémiste dont les partisans seront qualifiés d'« hébertistes enragés ». On peut considérer ce mouvement comme la semence de ce qui deviendra l'extrême gauche.

Un peu plus tard, en 1792, les aristocrates et les représentants du clergé siégeront à l'extrême droite, défenseurs acharnés de la monarchie et des privilèges de l'Ancien Régime.

Apparition de l'extrême droite moderne

Le général Boulanger

C'est Georges Clemenceau qui fait nommer ministre de la Guerre le général Georges Boulanger en 1886.

Ses innovations et ses réformes le rendent populaire chez les militaires, la manière pacifique dont il résout la crise des

mineurs à Decazeville lui vaut d'être populaire à gauche. Général républicain, patriote, hostile aux monarchistes, sa popularité ne cesse de croître et il accomplit un tour de France au cours duquel il prononce des discours belliqueux à l'égard de la Prusse, notre ennemi de 1870. Cela lui vaudra le surnom de « général Revanche » de la part des nationalistes. Le célèbre poète nationaliste Paul Déroulède le célèbre lors d'une réunion de la Ligue des Patriotes au Cirque d'Hiver où dix mille personnes chantent : « C'est boulangé, boulangé, boulangé, c'est Boulanger qu'il nous faut ! ».

Porté par cette ferveur nationaliste, le général Boulanger dénonce le régime politique déliquescents, promet de changer les institutions et de venger la défaite de 1870. Triomphalement élu en 1889, il hésite à se lancer dans un coup d'État préparé par ses partisans. Poursuivi par la justice pour complot contre la sûreté intérieure, il s'enfuit en Belgique et, se suicide deux ans plus tard.

La Ligue de la Patrie Française

Le 31 décembre 1898, antidreyfusards, bonapartistes, boulangistes, nationalistes, se fédèrent dans la Ligue de la Patrie Française dont les leaders sont Maurice Barrès et Jules Lemaître.

Ce mouvement rassemble bon nombre d'intellectuels, d'écrivains et d'artistes tels que : François Coppé, Paul Bourget, Edgar Degas, Auguste Renoir, Jules Verne, José-Maria de Heredia, Frédéric Mistral, Paul Déroulède, Théodore Botrel, Jean-Louis Forain, Caran d'Ache...

Maurice Barrès défend la république, contrairement au monarchiste Charles Maurras, mais promeut un régime « césariste » inspiré du bonapartisme.

Le mouvement sera dissout en 1904.

L'Action Française

C'est le 20 juin 1899 que Maurice Pujo et Henri Vaugeois fondent l'Action Française. Initialement républicaine, patriote, antidreyfusarde. Peu après, l'AF évolue vers le

royalisme sous l'égide de Charles Maurras qui, le 21 mars 1908, crée le journal « L'Action française », organe officiel de l'AF qu'il dirige avec l'écrivain Léon Daudet.

Les Camelots du roi

En novembre 1908, Maurice Pujo, Maxime Réal del Sarte et Henry des Lyons créent « Les Camelots du Roi », nom donné aux vendeurs à la criée du journal de l'Action Française à la sortie des églises. Ce mouvement regroupe essentiellement des étudiants nationalistes qui s'affirment par leur culte à Jeanne d'Arc, leur goût du folklore royaliste, le canular provocateur et les affrontements avec les étudiants de gauche. Peu à peu, les Camelots du Roi deviennent la branche militante de l'AF. Ils seront dissous en 1936.

Après la Première Guerre mondiale

Au XX^e siècle, les premières organisations d'extrême droite se sont majoritairement constituées après la Première Guerre mondiale.

Les Croix de Feu

Tandis qu'en Angleterre ou aux États-Unis, les anciens combattants s'étaient regroupés dans un nombre très concentré d'associations, en France, ceux-ci étaient dispersés dans une multitude d'associations. Une tentative de regroupement eut lieu le 11 novembre 1927 sous l'égide de Maurice d'Hartoy qui regroupe une élite d'anciens combattants sous le nom de « Croix de Feu ».

Fin 1929, le colonel François de la Rocque est sollicité par les maréchaux Foch, Fayolle et Lyautey pour prendre la direction de l'association des Croix-de-Feu qui devient un mouvement politique et se réclame d'une démarche sociale et patriotique antiallemande. Dans un esprit de « réconciliation nationale », les Croix de Feu sont fidèles à l'esprit patriotique, s'opposent au parti communiste et aux groupes

d'extrême gauche et fascistes. Respectueux des institutions républicaines, François de la Rocque refusera de marcher sur le Parlement lors de la violente manifestation du 6 février 1934.

De La Rocque propose un programme très audacieux : salaire minimum, congés payés, association capital-travail, droit de regard des salariés sur la gestion de l'entreprise, vote des femmes... De nombreuses personnalités le rejoignent : Jean Mermoz, François Mitterrand (membre des Jeunesses nationalistes des « Volontaires nationaux »).

Autres mouvements patriotiques et nationalistes

Dans ce contexte patriotique de l'entre-deux guerres, d'autres mouvements de droite ou d'extrême droite se mobilisent ou sont créés :

- En 1920, est fondée la Ligue de la République, formée d'anciens combattants ;
- En décembre 1924, les Jeunesses patriotes sont créées et se présentent comme la « section jeune » de la Ligue des patriotes de Déroulède et qui adoptent des rituels inspirés du fascisme italien (défilés militaires et saluts « à la romaine ») mais ne sont finalement que fascistes dans leurs rituels et non pas dans leur programme ;
- En 1925, le général Édouard de Castelnau, héros méconnu de 14-18, fonde la Fédération nationale catholique, en réponse à l'action du Cartel des Gauches jugée anti-religieuse ;
- En 1927, l'agriculteur Henri Dorgères crée les Comités de défense paysanne aussi appelés les « chemises vertes » ;
- Le 11 novembre 1925, Le Faisceau est créé par Georges Valois, ancien anarchiste devenu royaliste. Il se revendique ouvertement du modèle fasciste mussolinien. Le mouvement atteint son apogée en 1926 avec 25 000 militants. Il éclate en 1929 suite à de nombreuses scissions. En 1940, bon nombre de ses militants s'engageront dans la Résistance ;

- En 1933, Solidarité française est créée par le parfumeur François Coty, avec une organisation imitée de celle du parti nazi allemand ; elle est dirigée par Jean Renaud ;
- En 1933, est fondé le Francisme de Marcel Bucard qui, bien qu'opposé aux lois anti-juives, deviendra collaborationniste en 1941.

De violentes confrontations ont lieu, essentiellement avec les organisations communistes qui assassinent froidement Marcel Langlois, chef des « Camelots du Roi » au Pecq, ainsi que Raymondino, un jeune vendeur de journaux marseillais tué d'une balle à bout portant.

Ce climat de violence, aggravé par les scandales politico-financiers (affaire Hanau, faillite frauduleuse de la banque Oustric, affaire Stavisky), conduira aux émeutes du 6 février 1934.

Deux ans plus tard, lors des obsèques du journaliste royaliste et dreyfusard Jacques Bainville, la voiture de Léon Blum sera attaquée et celui-ci blessé par des monarchistes ; mais il sera secouru par des Camelots du Roi et des ouvriers présents sur les lieux.

Après le 6 février 1934

Après le 6 février 1934, les ligues s'organisent et opèrent de nombreuses tentatives de rapprochement entre les diverses tendances sous le nom de Front National. Les Croix de Feu refusent d'y participer.

Le Front National aura une existence confidentielle jusqu'en 1940 où il s'oppose à l'entrée en guerre de la France. Son nom a été repris à partir de 1941 par un des principaux mouvements de la Résistance française (de sensibilité communiste !) : le Front National de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France.

En janvier 1936, sur décision du gouvernement du Front

Populaire, les ligues seront dissoutes par Roger Salengro (ministre de l'Intérieur) qui chargera son directeur de la Sûreté René Bousquet (organisateur de la rafle du Vél' d'Hiv' en 1942) de ficher tous les adhérents ; ce qu'il accomplira avec zèle. Sous l'Occupation, ce fichier permettra à la Gestapo d'arrêter de nombreux patriotes qui seront déportés.

François de La Rocque reconstitue son mouvement sous le nom de Parti Social Français et évolue au centre-droit. Résistant à l'occupation allemande, il sera déporté et se retrouvera au camp d'Itter avec Édouard Daladier, Paul Reynaud, Jean Borotra, Léon Jouhaux. Tous seront libérés par les troupes américaines.

Mais, aujourd'hui encore, de La Rocque reste la bête noire des socialo-communistes et des « historiens » de Gauche. Retiré de la vie politique, il meurt en 1946. En 1961, de Gaulle lui rendra hommage en le décorant à titre posthume.

L'extrême droite française est-elle « fasciste » ?

Bon nombre de Français appartenant à la mouvance des ligues d'extrême droite des années 30, tels de La Rocque, ont pris les armes contre l'occupant nazi dès la capitulation de 1940.

L'étudiant monarchiste Daniel Cordier, futur secrétaire du socialiste Jean Moulin, rejoint Londres dès juin 1940.

Le royaliste légitimiste Honoré d'Estiennes d'Orves, membre de l'Action Française, rejoint les Forces navales françaises libres en juillet 1940. Il sera fusillé par les Allemands le 29 août 1941.

Parmi ces résistants de la première heure, on peut même citer de nombreux anciens « cagouleurs » : Gilbert Renault (alias « Rémy »), Pierre Forcaud, Maurice Duclos dont les relations politiques vont monter et fédérer les premiers mouvements de résistance. Et aussi : Gabriel Jeantet, le colonel Georges Groussard, le commandant Loustaunau-Lacau (alias « Navarre ») mort à Mattahausen avec le commandant Léon Faye en 1943,

Marie-Madeleine Fourcade (réseau Alliance), capitaine Brouillard (alias « Pierre Nord »), le docteur Martin, le duc Pozzo di Borgo (réseau « Hector »).

Sous la pression communiste, ils comparaitront au procès de la « Cagoule » en 1948, mais seront acquittés pour faits de résistance.

Les royalistes, maurassiens et « Camelots du Roi » sont nombreux à rejoindre la France Libre dès 1940 : l'étudiant Alain Griotteray (co-organisateur de la manifestation étudiante du 11 novembre 1940 à Paris), Henry d'Astier de la Vigerie (l'un des organisateurs du débarquement américain en Afrique du Nord), Pierre Guillain de Bénouville et Michel de Camaret (chefs du réseau « Combat »), Jacques Renouvin (groupes francs), colonel Romans-Petit, Jacques Perret (écrivain, Corps Francs, évadé, maquisard), Raoul Girardet (écrivain et politologue), Hubert de La Garde (chef du 2^e bureau FFI), Jacques Vaillant de Guellis (chef des SOE britanniques en France), la résistante Agnès de la Barre de Nanteuil (cheftaine des Guides de France et membre de l'Action Catholique) morte dans un train de déportés à l'âge de 21 ans.

Résistants parmi les anciens « Croix de Feu » : colonel François de La Rocque, son second Charles Vallin (proche de Pierre Brossolette), André Mutter (CNR), colonel Alfred Tourny (réseau « Hector »). Avec eux, plus de 500 membres du PSF de De La Rocque seront arrêtés par la Gestapo : moins de 200 d'entre eux reverront la France en 1945.

Même le « Faisceau » d'inspiration mussolinienne a mobilisé dans la résistance : son chef Georges Valois (mort à Bergen-Belsen), son second Jacques Arthuys (mort en déportation), Philippe Barrès (fils de l'écrivain) qui rejoint de Gaulle avec Jacques Debu-Bridel.

Voilà pour les plus connus. Ainsi, il est un fait que, en 1940, si la gauche était sur-représentée à Vichy, l'extrême-droite était sur-représentée à Londres. De Gaulle disait

alors : « Je n'ai autour de moi que des cagouards ! ».

Malheureusement, aucune étude d'ensemble n'a été consacrée à tous ces milliers de militants de droite et d'extrême droite engagés de façon précoce dans la France Libre et la Résistance.

Il n'en demeure pas moins vrai que tous ces patriotes français – que la doxa de gauche qualifierait aujourd'hui " d'extrême droite ", voire de " fascistes " – devancèrent de loin dans la Résistance les communistes qui ont collaboré jusqu'au 22 juin 1941, les socialistes décorés de la francisque qui ont senti à temps le vent tourner, et les « résistants de septembre » dont Pierre Dac disait : « Ce sont ceux que j'admire le plus, parce qu'ils ont résisté pendant quatre ans à l'envie de faire de la résistance ! ».

Jean-Yves Léandri

président du Club Souveraineté-Démocratie